

et il nous a manqué durant les six semaines qu'il a passées à la conférence du travail à Genève. Un autre trait du ministre dont tous les députés se rappelleront toujours, c'est que quand il était dans l'opposition, tous l'appelaient par son prénom de Mike, et qu'étant arrivé aujourd'hui au haut poste qu'il occupe, il demeure toujours le même vieux Mike que nous aimons tous pour toutes les belles qualités qu'il possède.

Ayant jeté des fleurs au ministre, qu'il me soit permis maintenant, à titre de membre de la loyale opposition de Sa Majesté, de lui lancer maintenant quelques balles à la tête, pour emprunter un terme au baseball. Un arbitre peut imposer une amende de 50 dollars à un lanceur qui lance une telle balle. Monsieur le président, si vous estimez que je lance une balle à la tête, vous n'avez qu'à me le signaler et je m'en abstiendrai.

Durant la dernière campagne électorale, comme l'ont mentionné mon chef et le député de Burnaby-Coquitlam, le premier ministre a déclaré que si les conservateurs étaient portés au pouvoir le 31 mars,—et ils ont certes obtenu une majorité écrasante,—“aucun Canadien n'aurait à souffrir du chômage”. Voilà ses propres paroles. C'est à cette promesse, écho de la profonde inquiétude du public devant la crise grandissante de notre économie, que l'on doit surtout le mandat sans précédent confié au parti conservateur. Beaucoup de familles durement atteintes par le chômage prolongé comptent que le premier ministre remplira sa promesse. On estime, en se fondant sur le passé et sur des études d'économistes canadiens et américains, que la présente crise n'entre pas dans la catégorie des crises saisonnières, mais qu'elle commence à revêtir les caractéristiques d'une crise profonde et générale comme celle des années 30.

Dans notre pays, la grande richesse inemployée constitue un contraste frappant avec la présence de plus d'un demi-million de travailleurs qui cherchent désespérément à occuper un emploi rémunérateur, mais pour qui on ne peut trouver de travail. De même, d'un océan à l'autre du Canada, d'immenses excédents de denrées de consommation s'entassent dans les entrepôts pendant que des centaines de milliers de familles canadiennes sont dans la misère et incapables de se procurer ces denrées, ayant été réduites, malgré elles, au chômage.

Nous estimons que seules des mesures extraordinaires de la part du gouvernement fédéral peuvent ramener l'ordre des choses. Et quand je dis “nous” je veux parler du parti libéral. Je veux parler de mesures qui entraîneraient de vastes dépenses publiques pour des entreprises propres à édifier une

nation; de mesures qui ouvriraient les portes du marché mondial à nos produits agricoles et industriels; de mesures qui donneraient un plus grand pouvoir d'achat aux chômeurs, réalisant ainsi une double fin: l'expansion de notre marché intérieur pour nos excédents et, pour le chômeur et les siens, la fin de la misère due au chômage.

Aucune particularité de la vie économique de l'Amérique,—par Amérique, j'entends les États-Unis et le Canada,—n'a certainement été plus à la source de l'amélioration rapide de notre niveau de vie et de sa généralisation que la hardiesse dont les entreprises commerciales ont fait preuve en établissant les prix en vue du volume et en courant des risques en matière de bénéfices. Ce n'est pas un hasard que cette ligne de conduite ait caractérisé nos industries les plus profitables. Si nous voulons maintenir la vigueur et la vitalité de notre économie libre, cet effort énergique visant à obtenir les plus vastes débouchés possible doit se poursuivre. La pratique de prix propres à accroître sans cesse le volume devrait être rien de moins qu'un article de foi pour tous les hommes d'affaires. La reprise et l'expansion économiques que nous réalisons doivent prendre la forme, non pas de coûts de revient et de prix de vente plus élevés, mais d'une plus grande production et d'un plus grand nombre d'emplois.

Autant vaut être lucide en face de cette difficulté. Si le revenu que nous gagnons augmente chaque année dans des proportions si fortes que le coût de production monte toujours, alors, en tant que consommateurs, nous constaterons seulement que les prix des denrées sont plus élevés dans les magasins.

Les Canadiens tiennent pour les bons salaires, tant dans les emplois privés que dans les emplois publics. Les bons salaires récompensent l'effort et édifient les marchés. Mais les Canadiens surveillent de près toutes les négociations pour voir si les règlements de salaires et les décisions subséquentes au sujet des prix sont compatibles avec la stabilité du dollar ou détermineront un cycle pénible de hausses des prix de revient et des prix de vente. Bien sûr, il faut remédier aux injustices des barèmes de salaires. Toutefois, les consommateurs ne se contenteront pas d'une diminution constante de la valeur d'achat du dollar, séquelle inéluctable de la production décroissante par dollar de prix de revient. Si les hommes d'affaires et les dirigeants syndicalistes oublient ces vérités, les consommateurs les leur rappelleront de façon claire mais pénible, non sans que l'ensemble du pays en souffre. Il ne s'agit pas de considérations théoriques; elles se